

Morlaix Communauté

PAT de Morlaix Communauté

Date de la dernière actualisation : 17/03/2026



- › Lauréat de l'appel projet national du PNA en : 2026
- › PAT labellisé par le MAA : Labellisation Niveau 1
- › Date de labellisation : 2025

Territoire

Caractéristiques et enjeux du territoire

Bretagne

Finistère

Les enjeux économiques et sociaux de l'agriculture :

- Territoire à forte empreinte agricole avec un élevage laitier prédominant.
- Des productions principalement tournées vers l'exportation.
- Un système herbager de – en – privilégié (au profit du hors sol).
- Une diversité des productions (en augmentation) mais avec des carences : peu ou pas de culture de légumineuses, fruits, blé à farine (conditions pédoclimatiques peu favorables).
- Une baisse des exploitations liée aux départs en retraite et au manque d'attractivité des métiers agricoles
- Une bonne dynamique à l'installation, mais insuffisante pour le renouvellement de l'agriculture (1 installation pour 2 départs et + de la moitié des chefs d'exploitations avaient + de 50 ans en 2020).
- Tendance à l'augmentation de la surface des exploitations (66 ha en moyenne), donc tournées vers la production de volume dédiée à l'exportation. Ces fermes nécessitent donc + de salariés, mais ont des difficultés de recrutement. Elles sont difficiles à transmettre (capital trop élevé).
- Précarisation de l'emploi agricole accompagnée d'une image dégradée de l'agriculture qui engendre un mal-être dans la profession.
- Principal frein à l'installation : le foncier lié au prix (notamment en zone littorale) ou à la connaissance des opportunités de reprises (surtout pour les NIMA, les femmes, ou les personnes hors cadre familial). L'affect des cédants peut aussi freiner la transaction, ou l'inadéquation entre l'offre et la demande de transmission.
- Augmentation des nouveaux profils des installés (reconversion, femmes), et des productions alternatives (horticulture, apiculture, bière, plantes médicinales...).
- Morcellement parcellaire augmentant le temps et le coût des déplacements.
- Le foncier agricole subit également un enfrichement, notamment dans les fonds de vallées, et une consommation de ses sols pour d'autres activités (habitat, économiques...).
- Fermes SIQO : part de l'agriculture biologique (AB) relativement faible : dans la moyenne finistérienne mais loin de l'objectif national d'ici 2027. 5,5% des exploitations produisent en SIQO (hors AB). Ces productions sont en + fragilisées face à l'inflation.

Les enjeux environnementaux et sanitaires de l'agriculture :

- L'agriculture : 1er secteur émetteur de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire lié à l'élevage mais la baisse conjoncturelle de la taille des cheptels diminue de facto les GES.
- L'ammoniac, la dépendance aux pesticides et aux intrants de synthèse ont des conséquences sur la santé des agriculteurs et des habitants.
- Enjeu de préserver les prairies et haies bocagères du système herbager car stockage du carbone (mais pas de quoi compenser les émissions liées à l'élevage).
- Bocage en mauvais état avec une perte de biodiversité mais forte dynamique de création de talus et haies bocagères.
- Une prolifération d'algues vertes dans des zones spécifiques liée à des rejets excessifs en nitrates d'origines agricoles en grande partie.
- Des changements de pratiques agricoles liés à des mesures incitatives dans les bassins-versants (plan algues vertes) avec des résultats pas toujours à la hauteur des enjeux environnementaux malgré les efforts.
- Climat humide favorable à l'irrigation, mais soumis au changement climatique = baisse des rendements agricoles.

Les enjeux économiques de la pêche/aquaculture :

- Activité restreinte de petite pêche côtière (12 navires actifs) mais qui se maintient.
- Principales espèces pêchées : coquille St Jacques, araignées de mer et baudroies.
- Quelques activités de pêche à pieds professionnelle et de récolte d'algues de rive.
- La majorité des armateurs ont entre 50 et 60 ans (supérieur à la moyenne régionale).
- Investissement de l'EPCI dans des services collectifs portuaires (ex : chambre froide, bassins...).
- 2ème bassin conchylicole en volume de Bretagne Nord : activité de grossissement des huîtres essentiellement dédiée à l'exportation.
- Seulement 23% des entreprises ostréicoles sont implantées localement.

- Plusieurs point de vente directe d'huîtres (1 seul recensé en poisson/coquillages).
- Enjeu de maintenir l'activité maritime et d'accéder au foncier maritime, qui plus est, est mis à mal par le recul du trait de côte.
- 7 piscicultures recensées sur le territoire dont 2 en bio (en baisse).

Les enjeux environnementaux de la pêche et de l'aquaculture :

- Le stock de baudroies est considéré en bon état écologique, celui de coquilles St Jacques comme reconstitué. Ces coquillages sont pêchés à la drague, ce qui peut affecter les fonds et animaux sous-marins (non-sélectivité des espèces pêchées = perte). Des zones de protection (herbiers de zostère dans le cadre de Natura 2000 Baie de Morlaix) ont été définis avec les pêcheurs.
- La qualité de l'eau et les algues vertes en baie de Morlaix fragilisent l'activité ostréicole. D'importants travaux d'assainissement via la régie de l'eau sont en cours et un profil de vulnérabilité des eaux littorales est lancé.
- La baisse du plancton entraîne une baisse de la ressource halieutique.

Les enjeux de la filière alimentaire (de la coopérative agricole à la distribution) :

- Organisation en filière longue essentiellement avec des fortes coopératives agricoles.
- Manque d'outils de transformation des produits locaux : absence d'abattoirs depuis la fermeture de Tilly Sabco, de coopérative laitière malgré le profil laitier du territoire.
- Malgré une baisse, présence de 32 industries agro-alimentaires, dont 10 de + de 20 salariés.
- 35 exploitations (sur 599 au total) transforment à la ferme en 2020 : 15 en viande, 8 en lait, 3 en fruits et légumes.
- Artisanat alimentaire : majoritairement restauration rapide et assimilés (en augmentation) et baisse des commerces de boucherie-charcuterie (= 7,5% des artisans) lié au vieillissement des chefs d'entreprises.
- Une bonne couverture de distribution alimentaire : 24/26 communes disposaient d'au – 1 commerce alimentaire de base (surtout des supermarchés). Dynamique de création, notamment sur Morlaix.
- Potentiel nourricier global = 205%. Notre agriculture produit le double de nos besoins locaux en théorie. Mais ce chiffre ne révèle pas l'autonomie alimentaire car une majorité des produits est exportée au-delà de l'EPCI et ne répond pas aux besoins locaux en termes de diversité.

Les enjeux de la consommation alimentaire :

- Achats majoritairement en supermarchés, guidés par le pouvoir d'achat. Augmentation de la consommation de produits transformés, notamment chez les jeunes. Une alimentation de - en - équilibrée.

Les enjeux environnementaux et sanitaires de notre alimentation :

- une consommation excessive de viande (malgré la récente baisse constatée pour la viande rouge) et de poisson avec des impacts pour l'environnement (déforestation, baisse des ressources halieutiques...) et la santé (obésité croissante notamment chez les jeunes, augmentation de maladies dont l'alimentation est un facteur de risque).
- gaspillage alimentaire important dont la plus grande part de responsabilité est imputée aux ménages.

La précarité alimentaire :

- Taux de pauvreté qui augmente et contrasté au sein de l'EPCI : + faible sur les communes littorales, il atteint à Morlaix. Une augmentation des besoins en don alimentaire, notamment avec l'ouverture du CADA à Morlaix.
- Des catégories de population davantage exposées à la précarité alimentaire (en augmentation) : familles monoparentales, personnes seules, enfants, immigrés...
- Une aide caritative concentrée sur Morlaix qui repose beaucoup sur le bénévolat (public lui-même précaire, essoufflé), et assurée en milieu rural par les CCAS.
- Un système du don alimentaire pas toujours favorable à une alimentation saine, durable et locale (des produits transformés largement préférés).
- Des quantités suffisantes mais pas forcément pérennes (ex : - de produits frais liés aux rayons « 0 gaspi » des supermarchés).
- Des initiatives locales fleurissantes (SSA, ateliers cuisine, groupements d'achat...).
- Un taux de mortalité supérieur à la moyenne et une surreprésentation de certaines maladies (cancers, appareil circulatoire...) dont l'alimentation est un facteur de risque.
- Une offre de soin insuffisante face aux besoins, des travailleurs sociaux en baisse.

Les enjeux de la restauration collective :

- Une baisse des effectifs de fréquentation des cantines scolaires et une hausse de celles des restaurants scolaires en EHPAD.
- 58 % en gestion directe et 42% ont une cuisine sur place (tendance à l'augmentation de la délégation de service à un prestataire).
- Des bâtiments souvent vétustes et peu adaptés à une prise de repas conviviale.
- Une difficulté de recrutement des personnels.
- Des coûts supportés par les collectivités largement supérieurs aux prix facturés.
- Fortes injonctions sur la cantine : lois, normes, financières, sociétales (religion, politique...), santé (équilibre alimentaire, allergies...).
- Une marge de progression importante pour un approvisionnement EGAlim, notamment dans le médico-social.
- Le repas végétarien en progression (et de + en + accepté) dans le scolaire mais encore très peu développé en EHPAD. C'est aussi un levier financier et une alternative aux «repas sans ».
- Des niveaux de gaspillage hétérogènes mais qui baissent. Globalement : cuisine sur place = gaspillage limité.
- Une dépendance au plastique, une gestion des biodéchets à intégrer.

Les enjeux de la restauration commerciale :

- 150 restaurants dont 1 seul labellisé "ecotable".

Chiffres clés du territoire



Contexte

64 893 habitants
26 communes
94,53 habitants/km²
686,46km² de communes
501,29 ha artificialisés



Caractéristiques socio-économiques

12% de taux de pauvreté
10,25% de chômage
21 360€ de revenu médian



Lutte contre la précarité alimentaire

4 association(s) luttant contre la précarité alimentaire
0,06 associations par 10 km²
0,06 associations par 1000 habitants



Organisation de l'espace agricole

38 793,95 hectares de SAU
56,51% de SAU
dont 9,56% de SAU en bio
dont 0,36% de légumineuses
dont 26,02% de prairies permanentes



Structures agricoles

599 exploitations

109 exploitations en bio



Enjeux environnementaux liés à l'agriculture

Taux de produits phytopharmaceutiques inférieur à 0,01 ug par litre d'eau

Taux de nitrates entre 25 mg et 40 mg par litre d'eau

202 753,32m³ d'eau utilisés pour l'irrigation

en hausse de 14,30% depuis 5 ans

119,87 de haie/ha de SAU



Distribution

89 enseignes de distribution

dont 19 GMS (moyennes et grandes surfaces)



Transformation

908 emplois dans la transformation

+14,79% des emplois dans la transformation depuis 5 ans



Restauration collective

88 restaurants collectifs sur le territoire inscrits sur ma cantine

dont 63 restaurants collectifs qui ont fait leur télédéclaration sur ma cantine

Gouvernance

Porteurs du projet

› Morlaix Communauté (Intercommunalité)

Nom de l'instance de décision

COPIL

Partenaires de l'instance de décision

Collectivités territoriales, État

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Partenaires engagés dans la mise en oeuvre du PAT

Collectivités territoriales, État

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la recherche et de l'enseignement

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la production agricole dont foncier

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la transformation agroalimentaire

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la restauration collective

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la restauration commerciale

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la distribution alimentaire

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Représentants des consommateurs

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs de la santé

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs du social

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Acteurs environnementaux

› Aucun partenaire identifié à ce stade du projet

Évaluation

Coopération

Coopération inter-PAT

Non

Coopération interterritoriale

Non

Moyens financiers et humains

Dispositifs financiers mobilisés

- › Le Programme National pour l’Alimentation (PNA) et ses déclinaisons régionales
- › Le programme LEADER
- › Autres
 - SNANC

Moyens humains

0.8 ETP

Coopération interterritoriale

Contact

Détail des sources

[Vous souhaitez comprendre le mode de calcul des données ? Consultez le vade mecum des indicateurs.](#)